

S'engager politiquement : des repères

Le mot « politique » est d'origine grecque. Polis signifie la « ville » : la politique, c'est donc l'art de gérer, de diriger, une « ville », un espace social. Progressivement, l'échelle de la « politique » a largement dépassé l'espace urbain (en latin : *urbs* = ville) pour concerner des pays, des continents et aujourd'hui, à l'heure de la globalisation, le monde.

Avec la démocratie qui se généralise, le citoyen ordinaire est de plus en plus impliqué dans la politique :

- comme simple électeur,
- comme militant engagé,
- en se présentant aux élections pour représenter ses concitoyens,
- en participant à un gouvernement,
- en prenant la parole publiquement (sur les réseaux sociaux, dans la presse...) pour donner son opinion ou critiquer une opinion adverse.

Plusieurs oppositions, tensions, politiques structurent le débat politique.

Axe fondamental de tension : individu/société... personne/communauté... spécisme/antispécisme

L'individu prime-t-il sur la société ou est-ce l'inverse ?

Une première opposition se dessine entre libéralisme où la *liberté individuelle* est la valeur première (liberté de pensée, liberté d'entreprendre...) et le socialisme où *l'intérêt collectif* de la société est supérieur à l'intérêt individuel.

Dans le fascisme le collectif prime également sur la liberté individuelle : s'y ajoute le culte d'un chef. Par ailleurs, le fascisme est de tendance *nationaliste* (volontiers hégémonique¹ et conquérante) contrairement au socialisme dont la pente est *internationaliste* (l'émergence d'une société sans classe au niveau mondial).

Ne faut-il pas poser autrement la question ? Personne et communauté...

Dans les années 30, Emmanuel Mounier, un philosophe, propose une voie alternative centrée autour de la personne et non de l'individu. L'individualisme risque, selon lui, de déboucher sur une société éclatée, mais il refuse autant des courants politiques où l'individu est broyé au nom de l'intérêt supérieur du collectif. Le personnalisme inspirera un courant politique important : la démocratie chrétienne.

La personne est d'abord l'individu humain en tant qu'il est doté d'une liberté et d'une capacité de réfléchir rationnellement (la personne ne peut être « chosifiée », « réifiée »), mais aussi l'individu humain qui appartient à une communauté dans laquelle il s'engage (la famille, le pays, l'humanité).

Avec le souci écologique apparaît une nouvelle question l'espèce humaine peut-elle dominer les autres espèces ?

¹ « hégémonique » : qui vise à dominer d'autres nations par la violence, les moyens militaires

Le spécisme considère qu'il faut différencier l'espèce humaine des autres espèces animales : l'espèce humaine a le droit de dominer et d'exploiter le règne animal.

L'antispécisme, au contraire, considère que l'espèce humaine est une espèce animale comme une autre et qu'elle ne peut dominer le reste du vivant (les végétariens, par exemple, sont typiquement antispécistes).

L'écologisme peut aller plus loin et étendre le refus de toute domination humaine jusqu'à refuser qu'il domine la *Terre* (Gaia, en grec ancien), la *Nature*.

Axes complémentaires de tension :

Progressiste / conservateur

Le progressiste croit au progrès de l'espèce humaine. Et ce, en tous les domaines : morale, technique, organisation politique, religion (ou sortie de la religion),...

Le conservateur considère que la situation actuelle doit être préservée, que le « progrès » soutenu par les progressistes est en fait un déclin.

Le réactionnaire considère que les choses ont décliné, que c'était mieux avant et qu'il faut revenir en arrière.

À noter que l'on peut être progressiste dans un domaine et conservateur (ou réactionnaire) dans un autre.

Libéraux / dirigistes (étatistes)

Les libéraux font confiance en la liberté humaine (les choses se réguleront d'elles-mêmes en fonction des intérêts particuliers). Ils militent donc pour un maximum de liberté, un minimum de contraintes, de lois, un rôle réduit de l'État.

Les dirigistes ne font pas confiance en cette liberté et militent pour un rôle régulateur important de l'État, de la Puissance Publique. Les vides législatifs les inquiètent.

Dans le domaine des échanges économiques, on retrouve cette opposition : les libre-échangistes souhaitent que les échanges commerciaux n'obéissent à aucune règle ; les protectionnistes veulent empêcher les produits étrangers de pénétrer sur leur marché national.

À noter que l'on peut être libéral dans un domaine (par exemple la morale) et dirigiste dans un autre (par exemple l'organisation économique).

Élites / peuples

Le "populisme" (expression de leur adversaire) s'oppose à un pouvoir qui aurait été confisqué par des élites déconnectées du peuple.

Les partisans de l'élitisme estiment qu'il est dangereux de ne pas confier le pouvoir à des politiques formés et compétents. Éventuellement démocratiquement contrôlés par le peuple.

La méfiance envers le personnel politique issu de la démocratie représentative amène certains à proposer des formes de démocratie directe : referendum d'initiative populaire (cela existe en Suisse), sénat constitué par un tirage au sort de citoyens...

Les partis communistes révolutionnaires refusent une démocratie libérale représentative qui sert, selon eux, les intérêts capitalistes. Ils ont pour projet une démocratie populaire directe égalitaire radicale : prise du pouvoir par les travailleurs, suppression de la propriété privée, des banques des entreprises et gestion directe par des comités de travailleurs et de citoyens (comités appelés "soviets" lors de la révolution communiste en Russie au début du 20e siècle - avec le célèbre slogan de Lénine : « tout le pouvoir aux soviets »)

Nationalisme / internationalisme

Les nationalistes considèrent que la souveraineté nationale est essentielle et que la politique gagne à être gérée localement.

Les internationalistes estiment que les nations gagnent à se fédérer ou se confédérer pour faire face à une humanité globalisée.

Religieux / laïque

Les partisans d'un pouvoir de la religion considèrent que celle-ci, de par sa sagesse ou le fait qu'elle a reçu de Dieu une révélation a son mot à dire dans la politique et doit inspirer les gouvernements.

Les partisans de la laïcité estiment que la religion est d'abord une affaire privée et que les États et gouvernements doivent être religieusement neutres.

Réformiste / radicaux / révolutionnaire

Les réformistes acceptent que la démocratie implique que les changements soient lents et passent par des réformes successives, ainsi que des compromis avec d'autres partis.

Les révolutionnaires militent pour créer un rapport de force qui permette un changement rapide, parfois par la violence. Éventuellement en sortant du fonctionnement démocratique.

Les partis radicaux veulent, par la voie de la démocratie, des ruptures majeures rapides.

Et maintenant à vous de choisir... En commençant par écouter et étudier le programme des partis qui se présentent aux élections pour voir comment ils se situent dans ces différents axes.

Attention, au sein d'un même parti, plusieurs sensibilités (plusieurs « ailes ») peuvent coexister sur tel ou tel sujet.